



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## politique fiscale

Question écrite n° 94781

### Texte de la question

Mme Paulette Guinchard souhaite attirer l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les dispositifs fiscaux applicables au GPL. L'article 48 de la loi de finances rectificative pour 2005 modifie les conditions d'attribution d'une aide fiscale destinée à promouvoir l'utilisation du GPL auprès du particulier. Un seuil d'émission, fixé à 140 g de CO<sub>2</sub> par kilomètre, a été mis en place pour l'attribution de cet avoir fiscal. Cette décision a des conséquences pour les entreprises qui effectuent la transformation de véhicules initialement à essence en les équipant d'un dispositif au GPL en supplément. Le parc de véhicules français est constitué de 90 % de véhicules qui sortiraient du dispositif d'aide du fait de cette mesure. L'activité des entreprises concernées par la transformation de véhicules au GPL serait ainsi fortement réduite. Plus de trois cents entreprises exercent cette activité en France, ce sont donc des milliers d'emplois qui sont concernés. Aussi, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'activité de ces professionnels ne soit pas mise en danger.

### Texte de la réponse

L'article 110 de la loi de finances rectificative pour 2005 (n° 2005-1720 du 30 décembre 2005) a prorogé jusqu'au 31 décembre 2009 le crédit d'impôt sur le revenu pour l'acquisition ou la location de véhicules automobiles terrestres à moteur peu polluants (GPL, GNV et véhicules hybrides qui combinent l'énergie électrique et une motorisation à essence ou gazole) prévu à l'article 200 quinquies du code général des impôts. Il a, par ailleurs, modifié l'économie générale de ce dispositif sur trois points : son champ d'application est étendu aux véhicules neufs fonctionnant exclusivement au moyen de l'énergie électrique ; son montant est porté à 2 000 euros (3 000 euros lorsque l'acquisition s'accompagne de la mise au rebut d'un véhicule immatriculé avant le 1er janvier 1997) ; enfin, le bénéfice de cet avantage fiscal est subordonné au respect d'un seuil d'émission de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) par véhicule. Aux termes du nouveau dispositif, seuls les véhicules qui émettent moins de 140 grammes de CO<sub>2</sub> par kilomètre (g/km) sont éligibles au crédit d'impôt. Cette norme s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale puisque l'objectif est de ramener les émissions de CO<sub>2</sub> des voitures particulières neuves à 120 g/km à l'horizon 2012. Or, la moyenne des émissions de CO<sub>2</sub> stagne depuis quatre ans pour s'établir en 2004 à 154 g/km. L'introduction d'un seuil minimal de CO<sub>2</sub> pour l'attribution du crédit d'impôt sur le revenu afférent à l'acquisition ou la location de véhicules propres s'inscrit dans cette logique. Il est toutefois prévu d'appliquer ce seuil de manière progressive en le fixant respectivement à 200, 160 et 140 g/km pour les acquisitions ou locations de véhicules réalisées en 2006, 2007 et 2008. Dans le cas des véhicules automobiles terrestres à moteur ayant subi les adaptations nécessaires à leur fonctionnement au GPL, il est admis que ces dépenses de transformation permettent de réduire d'environ 15 % l'émission de CO<sub>2</sub>. Par suite, le crédit d'impôt s'appliquera dans cette situation aux véhicules dont l'émission de CO<sub>2</sub> n'excède pas 160 g/km avant transformation (soit  $160 \times 0,85 = 140$  g/km). Comme dans le cas d'acquisition ou de location de véhicules propres, la condition relative au taux de CO<sub>2</sub> s'appliquera de manière étalée dans le temps, soit respectivement 200, 180 et 160 g/km pour les dépenses de transformation payées en 2006, 2007 et 2008. Ces dispositions et leurs conditions de mise en oeuvre, qui permettent de concilier souci environnemental et adaptation des filières,

sont commentées dans une instruction administrative n° 5B-19-06 publiée le 30 juin 2006 au Bulletin officiel des impôts.

### Données clés

**Auteur :** [Mme Paulette Guinchard](#)

**Circonscription :** Doubs (2<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 94781

**Rubrique :** Impôts et taxes

**Ministère interrogé :** économie

**Ministère attributaire :** économie

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 16 mai 2006, page 5065

**Réponse publiée le :** 29 août 2006, page 9086